



© D.R.

Par Jean-Baptiste Jeangène Vilmer

Philosophe et juriste, chercheur à la Faculté de droit de l'université McGill (Canada)\*

## Cause animale et courage politique

La cause animale est un enjeu «important» pour 81 % des électeurs français, dont le tiers se dit même prêt à choisir son candidat en fonction de son programme en matière de protection animale (sondage Ifop, décembre 2011). Cela ne l'a pas empêché d'être l'une des grandes absentes de la campagne. Pourquoi les responsables politiques négligent-ils le sort des animaux ?

### Un humanitarisme global

Il y a d'abord des raisons générales qui relèvent de la représentation de cette «cause animale» dans l'inconscient collectif français. Dans la tradition humaniste, l'humain et ceux qu'il refuse d'appeler les autres animaux – de peur sans doute de reconnaître cette évidence scientifique que l'homme est aussi un animal – sont placés dans des vases communicants : accorder plus de considération aux animaux menacerait le piédestal humain, lui donner des droits en enlèverait à l'homme, et le simple fait d'y penser est déjà commettre un crime de lèse-humanité. Alors qu'il est évident qu'assumer sa responsabilité morale à l'égard des autres animaux rend l'homme plus humain, pas moins.

Pour décrédibiliser les «amis des bêtes», on les accuse de sensiblerie, de sentimentalisme, et surtout d'une absence totale de sens des priorités, puisqu'ils devraient penser aux humains d'abord. C'est le sophisme du pire, qui consiste à dire que  $x$  n'est pas un problème puisqu'il y a pire que  $x$ . Ceux qui forment ce genre de reproche ne font généralement rien ni pour les animaux ni pour les hommes. Donnent-ils tous une part substantielle de leur revenu à des œuvres caritatives ? Au contraire des défenseurs des animaux, qui souvent militent aussi pour des causes humaines. Les fondateurs des associations de protection animale au XIX<sup>e</sup> siècle étaient des acteurs importants de l'abolition de l'esclavage, et des personnalités comme Gandhi et Schweitzer incarnent cet humanitarisme global qui ne s'arrête pas arbitrairement à la frontière de l'espèce.

### Des lobbys puissants

Il y a ensuite des raisons spécifiques au milieu politique. Les candidats sont soucieux de minimiser les risques, et défendre une nouvelle thèse en présente toujours un. Ils sont surtout influencés par des lobbys, et ceux en faveur du *statu quo*, défendant les intérêts des exploitants des animaux (élevage, chasse, corrida, expérimentation) sont par définition plus puissants, plus riches et mieux introduits que ceux en faveur d'une réforme. 2 % des Français sont chasseurs, par exemple. Mais les parlementaires pro-chasse constituent respectivement 27 % et 23 % de l'Assemblée nationale et du Sénat.

66 % des Français sont favorables à l'abolition de la corrida (sondage Ifop, mai 2010) : qu'on fasse demain un référendum et la question est réglée. Mais les efforts des lobbys taurins et le soutien de membres du gouvernement qui sont des aficionados déclarés empêchent pour l'instant cette juste revendication du peuple d'être satisfaite par ceux-là même qu'il a élu pour le représenter.

### À quand la création d'un Secrétariat d'État à la condition animale ?

Le jour viendra où les responsables politiques comprendront qu'ils ont davantage à gagner qu'à perdre à faire des propositions en matière de protection animale. Il faudra alors qu'ils défendent des mesures concrètes. Pour lutter contre la maltraitance des animaux de compagnie, par exemple, on peut penser à l'instauration de permis, pour certaines espèces en tout cas. Tout le monde n'est pas capable de s'occuper d'un être vivant sensible, qui ne doit pas être vendu au premier venu comme n'importe quelle paire de chaussures. Cela implique une révision du statut juridique de l'animal, actuellement considéré comme un «bien», c'est-à-

dire une chose. Et, pour coordonner ces efforts, il faudrait créer un Secrétariat d'État à la condition animale. Celui ou celle qui en aura le courage ne sera pas seulement récompensé par un soutien populaire : il aura aussi rendu la politique plus humaine. ■

\*\*Auteur de *L'éthique animale* (Que sais-je ?, PUF, 2011)



« Les responsables politiques ont davantage à gagner qu'à perdre à faire des propositions en matière de protection animale. »